

Prix de l'Abonnement - Edition Hebdomadaire			
1 An	6 Mois	3 Mois	15 Jours
POUR LES ETATS-UNIS	\$ 9.00	\$ 4.50	\$ 2.25
POUR L'ETRANGER	12.15	6.10	3.05

LE NUMERO



CINQ SOUS

Prix de l'Abonnement - Edition Hebdomadaire			
1 An	6 Mois	3 Mois	15 Jours
POUR LES ETATS-UNIS	\$ 9.00	\$ 4.50	\$ 2.25
POUR L'ETRANGER	12.15	6.10	3.05

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES ARTS

Fondée le 1er Septembre 1827

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 5 JUN 1914

87ème Année

Au Jour le Jour

UN SOUVENIR DE DANEMARK.

Les souverains danois sont partis, après avoir reçu de Paris un accueil qui était mieux que respectueux, on il y avait une pointe de cordialité. Comment se forme, dès le premier moment, cet accord de la foule, composée de tant d'êtres différents, cependant, dans un élan sympathique ? L'imposante présence du roi avait, plus, comme tout ce qui est un peu extraordinaire, et sous son formidable bonnet à poil de grenadier, c'était le contraste d'un visage très doux. Christian X avait été très avisé de revêtir cet uniforme pour son entrée : avouons que le bonnet à poil, disparu de notre armée, mais qui évoque pour nous tant de légendes, est irrésistible, avec tout ce qu'il suscite de visions à notre imagination. Et puis, il y avait ce à quoi, on pense sans le dire, l'émotion poétique à faire partager à toute une foule de nos propres sentiments, une commémoration de souvenirs... On avait retenu que, avant de quitter Copenhague, le jeune monarque avait passé en revue les vétérans combattants de 1864, ces énergiques combattants de Vail, d'Overskov, de Fredericia, de la résistance glorieuse de Düppel, ces braves gens qui, jadis, avaient soutenu l'honneur de leur pays jusqu'au suprême échec.

Je me rappelle, non sans quelque émotion, une soirée passée à Copenhague il y a plusieurs années, chez un ami danois, Danon, mort depuis. M. Berendsen, qui était alors le représentant de l'Union Association qu'est l'Alliance française. Il m'avait reçu fort galement et il me pilotait avec une obligeance extrême pendant mon séjour en Danemark. J'avais eu une journée très occupée : après des visites aux musées, le docteur Ehlers s'était donné la peine de m'indiquer au fonctionnement des divers services de l'assistance publique qui, là-bas, est une organisation modèle ; un journaliste, M. Cavling, m'avait conduit au "Politiken", dont il est présentement le rédacteur en chef ; deux heures s'étaient écoulées au Comité d'une œuvre patriotique particulièrement intéressante et touchante ; on avait même ménagé à ma curiosité une pittoresque entrevue avec un personnage que les étrangers n'ont pas accoutumés d'aller voir, le bourreau - le plus débonnaire bourreau qui soit, ses redoutables fonctions étant à peu près platoniques. Quelques instants à Tivoli, vaste parc où se tient une perpétuelle kermesse. Puis on était rentré chez M. Herendsen, qui réunissait quelques amis. On parla de la littérature contemporaine nationale, et le maître de la maison fut amené à prendre dans sa bibliothèque un roman d'Hermann Bang : "Fime", un roman sur un fond tragique d'histoire. Il m'en traduisait les passages les plus significatifs. L'action se développe pendant la guerre contre la Prusse et l'Autriche ; un garde forestier, servant dans l'armée, et ayant reçu une blessure, est soigné par une jeune fille, Fime. En cette "atmosphère désespérée" qu'ont créée les angoisses publiques, elle tombe dans les bras du soldat, elle se croit aimée, elle ne comprend l'influence des circonstances extérieures dans la passion éphémère dont elle a été l'objet, et elle commettra plus tard de cruelles déceptions. Mais cette idylle amère se déroule au milieu de pages frémissantes des malheurs de la patrie.

Et, peu à peu, ce n'était plus de littérature qu'il était question, c'était le drame réel qui revivait. Ceux qui se trouvaient là n'étaient pas d'âge, pour la plupart, à avoir combattu autrefois. Mais les hommes d'une génération précédente leur avaient transmis leurs souvenirs, gardés religieusement. D'autres l'avaient vécu, cette guerre, en leur en-

La Suprématie du Pacifique

Un Général anglais dénonce le Péril asiatique - La Cause des Armements nouveaux de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Le "Times" reçoit la dépêche suivante de son correspondant à Wellington (Nouvelle-Zélande) : "Wellington, 30 mai. - Le général Sir Ian Hamilton, parlant à Auckland à une réception qui lui a été offerte, a déclaré que les extraordinaires préparatifs de guerre que font l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont pour cause la diminution des distances causée par l'utilisation de l'électricité et des aéroplanes, ainsi que les perfectionnements de l'art militaire. Le Pacifique n'est pas seulement le lieu de rencontre des nations mais le lieu de rencontre des continents ; c'est là que se règlera la question de savoir si les Asiatiques ou les Européens doivent diriger le monde. "D'autres causes sont également importantes. Dans les colonies anglaises de la Malaisie, une belle race disparaît devant l'invasion de la main-d'œuvre à bon marché des coolies, et la Chine est sur le point de se disloquer. Des étrangers asiatiques qui ne vivent que de riz envahissent les possessions britanniques et y accaparent les affaires. C'est là un grand péril. La Nouvelle-Zélande est tout proche de la zone dangereuse, et elle n'est pas moins désireuse de se préparer et de lutter que si grand seigneur d'Australie."

Ces déclarations présentent un intérêt tout particulier parce qu'elles sont faites au moment où l'Australie et la Nouvelle-Zélande se hâtent d'organiser une armée et une flotte pourvue de matériel le plus puissant type, et parce que le général Sir Ian Hamilton est une des plus hautes personnalités de l'armée anglaise. Il est chargé depuis plusieurs années de l'inspection des forces britanniques et d'outre-mer, et a suivi les opérations de l'armée japonaise comme attaché militaire pendant la campagne de Mandchourie.

Le "Times" commente en ces termes, dans un éditorial, les paroles de Sir Ian Hamilton : "Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Afrique du sud, le problème de l'immigration asiatique est à l'état aigu. Mais c'est là seulement la préface, pour ainsi dire, d'un problème bien plus vaste et bien plus difficile ; le conflit de l'Occident et de l'Orient pour la survie dans un monde où les places libres ne se remplissent que trop rapidement.

"Pour l'Anglais vivant dans la mère-patrie, ce conflit peut paraître, sans aucun doute, éloigné et improbable. Pour l'Australien ou le Néo-Zélandais, vivant sous la menace du Japon et de l'Orient, avant-poste placé par l'Europe au milieu d'un océan immense de pays asiatiques, les choses ont un aspect tout à fait différent. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont, comme le dit le général Hamilton, "tout près de la zone dangereuse." Le zèle avec lequel ces pays ont commencé la préparation de leur défense est le zèle de ceux qui sont convaincus qu'ils se trouvent menacés d'un réel péril. Nous espérons que ces sages paroles ne seront pas ignorées par ceux dont c'est le devoir de pourvoir à la défense de l'Empire. L'amirauté, plus encore que le War-Office, devra les peser soigneusement. Par malheur, nos autorités maritimes, depuis M. Winston Churchill jusqu'aux autorités inférieures, sont plutôt disposées à ignorer ou à négliger les craintes de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande qu'à rassurer ces pays par des mesures propres à garantir leur sécurité.

"L'alliance anglo-japonaise peut paraître aux yeux des experts britanniques comme la seule forteresse nécessaire pour la

Les Idées de M. Combes

De "Le Temps" : M. Emile Combes a reçu à Paris la visite de M. Yvon Delbos, notre confrère du "Radical". L'ancien président du conseil a donné son appréciation sur les élections dernières et indiqué dans quelle voie la majorité devrait, selon lui, se diriger. Il a déclaré qu'il comptait sur la "sagesse" des socialistes, mais il n'y compte pas trop puisqu'il sait qu'un grand nombre d'entre eux ont "la peur des mots" et la crainte de ne pas paraître assez irréductibles. Il se signifiera donc - si l'on ne peut reconstruire l'ancien bloc - à toute autre "formule" de gouvernement à gauche. Quant au programme, M. Emile Combes ne tient pas à ce qu'il paraisse trop rébarbatif. Sur la réforme fiscale il dit : "Il doit rester bien entendu que le contrôle n'aura pas lieu quand la déclaration sera présentée exacte, et que, quand il n'aura lieu, il sera rendu le plus discret, le moins gênant possible." Le plus discret !... Le moins gênant !... C'est du Molière... Bénin, bénin, bénin. Voici, maintenant, pour la loi militaire : "Il ne s'agit pas, bien entendu - déclare M. Combes, - de rétablir sans plus tarder, du jour au lendemain, la loi de deux ans. Mais il s'agit d'en promettre formellement le retour et de préparer par les moyens appropriés ceux que nous avons préconisés au congrès de Pau." "Il doit rester, bien entendu, il ne s'agit pas, bien entendu. Tout est toujours bien entendu. Tout va, tout glisse. Même la réforme électorale - dont M. Emile Combes ne voulait pas entendre parler autrefois - profite de cet optimisme qui lubrifie tout. L'ancien président du conseil se contentera de l'ajourner le plus possible, mais il ajoute : "Il n'en coûte nullement à l'homme politique qui, dans des discours antérieurs, n'a pas craint de manifester ses préférences pour un scrutin de liste, d'être prêt à accepter et à soutenir une réforme électorale où le scrutin trouverait sa place, dans un mode à débattre entre républicains et sauvegardant le principe majoritaire, fondement essentiel de notre régime." M. Emile Combes aurait pu, sans grande peine, se montrer plus clair, car sa solution ressemble fort à un galimatias, et nous nous doutons un peu que cette ressemblance est volontaire. Bref, toute cette conversation révèle que les radicaux de la rue de Valois tiennent par-dessus tout à éviter les difficultés. Mais les 102 du groupe socialiste révolutionnaire ne leur permettront pas toujours de s'en tenir sur les coteaux modérés. Il est vrai que s'ils dégusent ou dissimulent dans les termes leur ardeur réformatrice, les gens de la rue de Valois ne nous laissent pas ignorer qu'ils feront un usage vigoureux du pouvoir "contre le centre et la droite". Le centre, cela comprend tous les républicains qui ne sont pas affiliés à la secte de M. Combes. On gouvernera "contre" eux ; car telles sont les hautes conceptions dont l'ancien président du conseil est capable. Gouverner contre... c'est-à-dire traquer les gens, en faire des citoyens de seconde classe à qui l'on ne doit rien et contre qui tout est permis - sinon même louable !

Nouvelles de la Louisiane

Crowley, 4 juin. - La foudre est tombée ce matin sur un grand wagon sous lequel plusieurs employés de la plantation Cassidy-Grémillion s'étaient réfugiés pendant un orage. Charles Gaston, homme de couleur, a été instantanément tué ; J. Cassidy, blanc, a eu les jambes paralysées.

Jennings, 4 juin. - Les citoyens de la paroisse Jefferson Davis ont voté contre l'émission de 100,000 dollars d'obligations destinées à couvrir les frais de construction d'une prison et d'un palais de justice.

Spider, 4 juin. - Un puits de pétrole sur la propriété de M. A. W. Jackson a été transformé en "zusher" aujourd'hui. L'huile est projetée à une hauteur de plusieurs centaines de pieds.

Alexandrie, 4 juin. - Voici les noms des diplomates de l'école St-James : Miles Anna Lee Luckett, Sue Chase, et M. Willie Dyer.

Shreveport, 4 juin. - M. W. A. McKennon, gérant de la Louisiana State Life Insurance Company, dont on avait annoncé la candidature comme maire, annonce qu'il ne brigue pas de places politiques. Il préfère s'occuper de ses affaires commerciales.

Thibodaux, 4 juin. - M. Charles Bergeron, chef de la Lafourche Boiler Works Company, est mort aujourd'hui. Il laisse une veuve et plusieurs proches parents.

Le mariage de M. W. Legendre et Mile L. Brand a eu lieu ce matin à l'église catholique St-Joseph. Les nouveaux époux sont partis en voyage de noces pour la Nouvelle-Orléans.

LA FRANCE

(La Presse-Associée)

Munich, 4 juin. - Dans les derniers jours d'avril, la Ligue contre la Légion étrangère a organisé à Berlin cette représentation qui a fait tant de bruit et qui était une véritable provocation à l'égard de la France. Avant la pièce principale, on avait récité une pièce de vers patriotiques d'une grande violence contre les Français. Or, de l'aveu de certains journaux allemands, le Kronprinz a reçu à dîner, la veille, l'auteur de cette pièce patriotique. A Munich, même, chez la duchesse Charles-Théodore, amie de la Kaiserin, on reproche au Kronprinz cette haine soi-disant patriotique qui est un danger pour la paix et qui ne peut que provoquer de graves incidents et de prochaines complications. Il n'y a pas longtemps on disait, cependant, dans ce même milieu, que le Kronprinz s'était "assagi" et radouci et qu'on en paraissait heureux. On constate aujourd'hui que c'était une illusion.

LA PARTICIPATION DES DÉPUTÉS SOCIALISTES à un Ministère Bourgeois

(La Presse-Associée)

Les milieux socialistes unifiés se sont préoccupés des intentions manifestées ces temps derniers par plusieurs députés socialistes d'entrer dans une combinaison ministérielle possible, issue du bloc de gauche.

Sans qu'aucune décision officielle ait été prise il a été convenu que tout député socialiste qui voudrait accepter un portefeuille devrait non seulement démissionner du parti, mais donner sa démission de parlementaire et se faire élire à nouveau par ses électeurs.

NOTRE EMPIRE AFRICAIN

Mexico, 4 juin. - Le dictateur Huerta a donné l'ordre aux commandants des canonniers mexicains de faire le blocus du port de Tampico afin d'empêcher le débarquement d'armes destinées aux constitutionnels. Ces armes livrées un des plus beaux et des plus durs combats que nous ayons eu à enregistrer au Maroc. L'opinion publique tout entière

La Législature de la Louisiane

Baton-Rouge, 4 juin. - Le comité des affaires de paroisses a approuvé le projet de loi au sujet du système d'administration par commission. Deux modifications sont suggérées par le comité demandant que les bureaux des écoles, ainsi que les bureaux de santé ne soient pas abolis.

Le "bill" du sénateur Davey contre l'ordonnance de police exigeant que les photographies automobiles nécessaires pour obtenir un permis de conduire, a été mis à l'ordre du jour pour mardi, 9 juin.

M. James Wilkins, avocat de la commission du port de la Nouvelle-Orléans, demande une augmentation de 1,250 dollars par an pour son traitement. M. Général, membre de la Chambre, s'oppose à cette augmentation en raison de ce que M. Wilkins, un des zélés réformateurs dans la dernière campagne politique, déclamaient furieusement alors contre les salaires élevés des officiers publics.

La Chambre recevra du comité des affaires municipales un rapport approuvé sur le "bill" au sujet d'une commission municipale pour la ville de Gretna.

La loi présentée par M. Reinhardt pour empêcher l'usure prohibe un taux d'intérêt de plus de huit pour cent par an et un escompte de plus de 20 pour cent par an.

La loi proposée par M. Schwing pour garantir les dépôts en banque est devant le comité de la Chambre. Les banquiers et les financiers de la Nouvelle-Orléans sont opposés à cette loi.

Le comité consultatif du Sénat et de la Chambre a renvoyé indéfiniment la considération de la loi fixant le nombre de juges de la Cour Suprême à sept juristes. Les juges de ce tribunal sont opposés à la loi.

Au Sénat M. Barrow a présenté une résolution autorisant les administrateurs du pénitencier à hypothéquer les fermes de cet établissement pour garantir un emprunt de cinq cent mille dollars.

Une Déclaration de M. Pachitch.

(La Presse-Associée)

Belgrade, 4 juin. - A propos de l'interpellation sur les discussions entre les autorités civiles et militaires, M. Pachitch, répondant à M. Draehkovitch, chef de Parti des Jeunes Radicaux, déclare qu'il n'existe aucun différend entre le pouvoir civil et le corps officiel, qu'il est très étonné qu'on ait pu croire cela et que le Gouvernement n'a pas à se plaindre. La majorité a accueilli cette déclaration avec de chaleureux applaudissements.

Le Commerce

Extérieur de la Bulgarie.

Au cours de la dernière période de vingt-cinq ans, le commerce extérieur de la Bulgarie s'est considérablement développé. Ainsi en 1887 l'importation s'élevait à peine à 61,742,681 francs et l'exportation à 15,747,247 francs ; en 1910 le chiffre de l'importation a atteint déjà 197,343,451 francs c'est-à-dire le triple de celui de 1887 et le chiffre de l'exportation, 184,633,945 francs, c'est-à-dire le quadruple de celui de 1887.

Le Mexique

Mazatlan, 4 juin. - La ville de Colima, une des plus importantes de la partie sud-ouest du Mexique, a été prise par les rebelles, commandés par le général Alamillo, ancien gouverneur de Colima.

La Présidence de la Chambre

(La Presse-Associée)

Il paraît prématuré de parler de changements présidentiels à la Chambre avant que les députés aient pu se concerter. Dans les milieux politiques qui essaient de provoquer des mouvements on croit que M. Paul Deschanel a les plus grandes chances d'être réélu.

Cependant les amis de M. Jaurès essaient de gagner des sympathies à sa candidature ; le directeur de l'"Humanité" désignerait fort la réussite de ce projet. M. René Benoît serait prêt à abandonner le ministère des finances pour le fauteuil du Palais-Bourbon. Enfin on prononce aussi le nom de M. Delcassé.

La Participation des Députés Socialistes à un Ministère Bourgeois

(La Presse-Associée)

Les milieux socialistes unifiés se sont préoccupés des intentions manifestées ces temps derniers par plusieurs députés socialistes d'entrer dans une combinaison ministérielle possible, issue du bloc de gauche.

Sans qu'aucune décision officielle ait été prise il a été convenu que tout député socialiste qui voudrait accepter un portefeuille devrait non seulement démissionner du parti, mais donner sa démission de parlementaire et se faire élire à nouveau par ses électeurs.

NOTRE EMPIRE AFRICAIN

Mexico, 4 juin. - Le dictateur Huerta a donné l'ordre aux commandants des canonniers mexicains de faire le blocus du port de Tampico afin d'empêcher le débarquement d'armes destinées aux constitutionnels. Ces armes livrées un des plus beaux et des plus durs combats que nous ayons eu à enregistrer au Maroc. L'opinion publique tout entière

Le Mexique

Mazatlan, 4 juin. - La ville de Colima, une des plus importantes de la partie sud-ouest du Mexique, a été prise par les rebelles, commandés par le général Alamillo, ancien gouverneur de Colima.

La Présidence de la Chambre

(La Presse-Associée)

Il paraît prématuré de parler de changements présidentiels à la Chambre avant que les députés aient pu se concerter. Dans les milieux politiques qui essaient de provoquer des mouvements on croit que M. Paul Deschanel a les plus grandes chances d'être réélu.

Cependant les amis de M. Jaurès essaient de gagner des sympathies à sa candidature ; le directeur de l'"Humanité" désignerait fort la réussite de ce projet. M. René Benoît serait prêt à abandonner le ministère des finances pour le fauteuil du Palais-Bourbon. Enfin on prononce aussi le nom de M. Delcassé.

La Législature de la Louisiane

Baton-Rouge, 4 juin. - Le comité des affaires de paroisses a approuvé le projet de loi au sujet du système d'administration par commission. Deux modifications sont suggérées par le comité demandant que les bureaux des écoles, ainsi que les bureaux de santé ne soient pas abolis.

Le "bill" du sénateur Davey contre l'ordonnance de police exigeant que les photographies automobiles nécessaires pour obtenir un permis de conduire, a été mis à l'ordre du jour pour mardi, 9 juin.

M. James Wilkins, avocat de la commission du port de la Nouvelle-Orléans, demande une augmentation de 1,250 dollars par an pour son traitement. M. Général, membre de la Chambre, s'oppose à cette augmentation en raison de ce que M. Wilkins, un des zélés réformateurs dans la dernière campagne politique, déclamaient furieusement alors contre les salaires élevés des officiers publics.

La Chambre recevra du comité des affaires municipales un rapport approuvé sur le "bill" au sujet d'une commission municipale pour la ville de Gretna.

La loi présentée par M. Reinhardt pour empêcher l'usure prohibe un taux d'intérêt de plus de huit pour cent par an et un escompte de plus de 20 pour cent par an.

La loi proposée par M. Schwing pour garantir les dépôts en banque est devant le comité de la Chambre. Les banquiers et les financiers de la Nouvelle-Orléans sont opposés à cette loi.

Le comité consultatif du Sénat et de la Chambre a renvoyé indéfiniment la considération de la loi fixant le nombre de juges de la Cour Suprême à sept juristes. Les juges de ce tribunal sont opposés à la loi.

Au Sénat M. Barrow a présenté une résolution autorisant les administrateurs du pénitencier à hypothéquer les fermes de cet établissement pour garantir un emprunt de cinq cent mille dollars.

Une Déclaration de M. Pachitch.

(La Presse-Associée)

Belgrade, 4 juin. - A propos de l'interpellation sur les discussions entre les autorités civiles et militaires, M. Pachitch, répondant à M. Draehkovitch, chef de Parti des Jeunes Radicaux, déclare qu'il n'existe aucun différend entre le pouvoir civil et le corps officiel, qu'il est très étonné qu'on ait pu croire cela et que le Gouvernement n'a pas à se plaindre. La majorité a accueilli cette déclaration avec de chaleureux applaudissements.

Le Commerce

Extérieur de la Bulgarie.

Au cours de la dernière période de vingt-cinq ans, le commerce extérieur de la Bulgarie s'est considérablement développé. Ainsi en 1887 l'importation s'élevait à peine à 61,742,681 francs et l'exportation à 15,747,247 francs ; en 1910 le chiffre de l'importation a atteint déjà 197,343,451 francs c'est-à-dire le triple de celui de 1887 et le chiffre de l'exportation, 184,633,945 francs, c'est-à-dire le quadruple de celui de 1887.

Le Mexique

Mazatlan, 4 juin. - La ville de Colima, une des plus importantes de la partie sud-ouest du Mexique, a été prise par les rebelles, commandés par le général Alamillo, ancien gouverneur de Colima.

La Présidence de la Chambre

(La Presse-Associée)

Il paraît prématuré de parler de changements présidentiels à la Chambre avant que les députés aient pu se concerter. Dans les milieux politiques qui essaient de provoquer des mouvements on croit que M. Paul Deschanel a les plus grandes chances d'être réélu.

Cependant les amis de M. Jaurès essaient de gagner des sympathies à sa candidature ; le directeur de l'"Humanité" désignerait fort la réussite de ce projet. M. René Benoît serait prêt à abandonner le ministère des finances pour le fauteuil du Palais-Bourbon. Enfin on prononce aussi le nom de M. Delcassé.